

Si j'exploitais une station de télévision américaine près de la frontière, tout ce que je demanderais au gouvernement canadien eu égard à l'impôt, et aux réseaux canadiens de câblodiffusion eu égard à la diffusion de mes émissions, serait d'être traité exactement comme les États-Unis traitent les émissions canadiennes. C'est aussi simple que cela, et l'ACR n'aurait aucune raison de se plaindre de la manière dont les émissions canadiennes sont traitées aux États-Unis.

Il est temps que nous fassions preuve d'un peu plus de jugement. Notre intégrité et notre bon sens sont en jeu. Nous devrions accepter l'amendement à cet article, sans faire de paternalisme à l'égard de quiconque, mais plutôt en laissant la place à des négociations qui soient telles que si un accord négocié était plus avantageux pour le Canada que les conséquences répressives du bill C-58, le Canada aurait la possibilité d'accepter l'accord négocié. Il n'est pas question à mon sens que les députés prennent une décision. Tout ce que je demande, c'est le droit d'être entendu. Après nous avoir écoutés, le ministre des Communications pourra avoir une vue d'ensemble de la situation, aidée de son secrétaire parlementaire qui a suivi la discussion de très près, ce qui lui permettra, j'en suis sûr, de décider de ce qui est rationnel et juste pour le Canada et les États-Unis et aussi pour les entreprises en exploitation de part et d'autre de la frontière.

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir à nouveau la possibilité de prendre la parole au sujet d'un amendement auquel je souscris, et dont j'estime qu'il mérite la considération des députés d'en face. Il semble que jusqu'à présent ils n'aient pas écouté ce qui s'est dit de ce côté-ci de la Chambre. Il est très regrettable que le député de Vancouver Kingsway (M^{me} Holt) n'ait pas été là aujourd'hui pour écouter les déclarations du député de Bruce-Grey (M. Douglas). Elle lui aurait certainement remis les idées en place, puisqu'il adopte un point de vue extrêmement étroit. Je regrette aussi qu'il ne soit pas là cet après-midi pour nous écouter, car à mon avis, il a fait preuve d'une très grande irréflexion dans son discours.

L'enjeu du bill C-58 ne concerne pas seulement une, ou même trois ou quatre stations de télévision. En fait, nous parlons ici de communication. L'un des malheurs qui harcèle le monde actuel, c'est qu'il permet la rupture de la communication. Je suis sûr que vous conviendrez avec moi, monsieur l'Orateur, que bien des problèmes dont souffrent des familles résultent d'un manque de communication. C'est ce qui arrive lorsque les gens ne se parlent plus. La même chose s'applique aux collectivités, aux régions du Canada et même aux nations. Dès que la communication est rompue, les ennuis commencent.

● (1450)

Notre façon d'agir au Canada, en prenant des décisions unilatérales qui ne peuvent que mener à la confrontation avec notre voisin du Sud, m'inquiète donc profondément. Je ne saurais trop insister pour dire que si jamais le moment crucial arrive, les États-Unis seront notre dernier recours d'aide parce que nous partageons ce continent avec eux. Ce qui est bon pour une partie du pays doit certaine-

Périodiques non canadiens

ment l'être pour l'autre, et si c'est bon pour les régions du pays, c'est bon pour les gens qui y vivent. Notre façon de traiter les États-Unis depuis plusieurs années m'inquiète. Je pourrais mentionner plusieurs cas où nous avons mal-traité les États-Unis et, comme ils sont nos aînés et plus gros, ils l'ont accepté sans rien dire.

Je suis aussi pro-Canadien que n'importe qui au Canada. Certaines de nos familles sont canadiennes depuis maintenant cinq, six et sept générations, et beaucoup de nos ancêtres sont venus ici des États-Unis. On ne devrait donc pas interpréter aucun de mes propos comme signifiant que je suis autre chose que pro-Canadien. Toutefois, je crois fermement pouvoir être un Canadien plus fort si mon pays croît avec les États-Unis.

Des voix: Bravo!

M. Towers: Nous avons beaucoup à perdre parce que nous sommes beaucoup plus petits que les États-Unis. Nous avons discuté de la possibilité de construire un pipe-line pour le transport du gaz et du pétrole du nord du continent, et la raison pour laquelle nous avons des problèmes à négocier une telle entente, c'est que les États-Unis en sont maintenant arrivés au point où ils ne peuvent plus faire confiance au Canada et aux Canadiens. Ils ne savent plus sur quel pied danser. Nous devons nous rendre compte que les États-Unis sont le seul pays au monde avec lequel nous avons des frontières communes. Ils sont au nord et au sud de nous. C'est pourquoi il nous faut tenir compte du fait qu'ils sont nos voisins, et de bons voisins. Toutefois, je suis certain que le peuple américain est humain, et si nous continuons à les traiter durement comme nous semblons le faire avec toutes les lois que nous adoptons, qu'elles soient insignifiantes ou non, ils finiront par dire qu'ils en ont assez, et nous en subirons alors les conséquences.

Pour ce qui est des stations de télévision, je pense que c'est une petite affaire. Je suis certain que le Canada y sauverait peu de dollars dans l'ensemble. Le député de Bruce-Grey était trop près des arbres pour voir la forêt quand il a parlé ce matin. Si vous voulez devenir grand et fort, vous ne pouvez le faire au détriment de vos voisins. Vous ne pouvez y arriver qu'en même temps que votre voisin. Je crois très fermement que nous devons accorder plus d'attention à nos voisins du sud de façon à établir des relations convenables entre les deux pays et non créer beaucoup de mauvaise volonté, d'animosité et d'incompréhension.

Ces deux dernières années, il y a eu des divergences d'opinion au sujet de notre industrie bovine. Cette question est très importante pour nous, dans l'Ouest, aussi importante que la télévision pour les habitants du Sud de la Colombie-Britannique. Un problème s'est posé parce que nous avons permis la rupture des communications. Je serais fort heureux que le premier ministre (M. Trudeau) ou le cabinet donne à quelques ministériels qui portent un intérêt réel à la négociation d'un marché équitable avec les États-Unis, les moyens voulus pour conclure des ententes profitables pour nous tous.